

Les enjeux de la filière uranifère sur la santé

Mémoire présenté au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) dans le cadre des audiences sur **les enjeux de la filière uranifère au Québec**, du 20 mai 2014 au 20 mai 2015.

Présenté par*:

Nom :

Les Artistes pour la paix
Représentés par Guylaine
Maroist, présidente
Montréal, Qc
Courriel :
gmaroist@videotron.ca

*ou voir courriel envoyé à la commission
du BAPE avec ce mémoire annexé

Octobre 2014

Le 3 mars 2014, l'ex-ministre du Développement durable et de l'Environnement, monsieur Yves-François Blanchet, donnait comme mandat au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) de tenir une enquête et une consultation publique sur les enjeux de l'exploration, de l'exploitation et du transport de l'uranium en territoire québécois.

Tout comme les nations autochtones du Québec, tout comme une foule de scientifiques, surtout ceux qui oeuvrent dans le domaine de la santé, les Artistes pour la paix s'opposent fermement au développement de cette industrie sur le territoire Québécois. Les 250 membres de notre organisme sont en faveur d'un moratoire sur les mines d'uranium et de l'abandon des centrales nucléaires au Québec, chose faite pour la fermeture de la centrale Gentilly-2 en 2012, fermeture pour laquelle nous avons ardemment milité.

Je suis productrice de films documentaire et j'ai réalisé, avec le cinéaste Eric Ruel, deux films sur la question nucléaire. Paru en 2007, Bombes à retardement, un film sur les vétérans canadiens utilisés comme cobaye lors d'essais nucléaires dans le Nevada en 1957, s'est mérité le ruban d'or des télédiffuseurs canadiens ainsi que le Grand Jury Prize au Festival du film indépendant de New York. En 2012, Gentilly Or Not To Be, un film sur l'impact de

l'énergie nucléaire sur la santé, s'est mérité le Prix Géméaux pour la meilleure recherche et le meilleur montage.

Pour réaliser ces films, nous avons, pendant près de 10 ans, rencontré les plus grands experts du monde sur la question nucléaire et sur l'impact des radiations sur la santé. Au Canada, aux Etats-Unis, en France, en Allemagne et au Japon, des médecins, des scientifiques et des environnementalistes nous ont parlé des méfaits et de la dangerosité de la filière nucléaire. Pour la communauté scientifique, l'évidence du lien entre la radiation et le cancer est hors de tout doute. La radiation cause des cancers et des malformations, et l'évidence est établie jusqu'aux plus faibles doses.

La filière nucléaire commence avec les mines d'uranium. En plus des risques énormes pour les mineurs, nous compromettons l'environnement à cause, entre autres, des résidus miniers laissés par le broyage du minerai d'uranium. Pour extraire une tonne d'uranium, nous créons des milliers de tonnes de déchets miniers, hautement toxiques. Ces résidus conservent 85 pour cent de la radioactivité de l'uranium. Ces déchets sont radioactifs pendant des milliers d'années.

A la suite de l'extraction et du traitement du minerai, notre uranium est utilisé comme combustible de réacteurs qui

produisent de l'électricité. Mais les liens étroits qui unissent le Canada, les militaires américains, ainsi que plusieurs pays aux ambitions militaristes, font en sorte que le Canada participe, au moins indirectement, à la fabrication d'armes nucléaires.

Aujourd'hui, le Canada exporte de l'uranium dans plusieurs pays dont les États-Unis et la Chine. Bien que le Canada ne soit pas doté d'armes nucléaires, son rôle d'exportateur de combustible et de technologies nucléaires le place dans la course aux armements. Aux États-Unis, la fabrication d'armes nucléaires à partir d'uranium canadien remonte à 1942. Les premières bombes nucléaires larguées à Hiroshima ont été fabriquées avec de l'uranium de Port Hope en Ontario.

Depuis 1965, les dirigeants de l'industrie affirment que notre uranium ne sert qu'à l'approvisionnement des centrales en combustible, sur la foi de «garanties» très complexes visant à vérifier que les matières et installations fournies par le Canada ne servent pas à la fabrication de bombes. Toutefois, ces garanties sont non-exécutoires et peuvent être annulées n'importe quand.

Notre vice-président Pierre Jasmin, aussi membre exécutif de Pugwash Canada et du Réseau canadien pour l'abolition de l'arme nucléaire, est très inquiet de l'affaiblissement des contrôles sur l'exportation selon les standards du Traité de non-

prolifération nucléaire, affaiblissement amené par le Canada de Stephen Harper quant à l'exportation de l'uranium de la Saskatchewan à l'Inde, et même à la Chine. Cet affaiblissement des règles d'exportation ne permet plus de nous assurer que l'uranium canadien n'est pas utilisé dans la fabrication de bombes nucléaires. Cette dégradation de nos règles de sécurité nous force à émettre un avis encore plus strict face à la possibilité pour le Québec de produire de l'uranium.

Les Québécois et les Québécoises doivent s'interroger: notre pays doit-il poursuivre son rôle de premier plan dans la prolifération des armes nucléaires? Dans la négative, il faut absolument stopper l'exportation d'uranium vers les pays qui fabriquent des armes nucléaires. Mais plus encore: nous souhaitons un moratoire les mines d'uranium, comme en Colombie-Britannique, en Nouvelle-Écosse ou dans l'État de la Virginie. Le Québec n'a absolument pas besoin de la filière nucléaire qui implique des risques pour notre santé, notre sécurité et notre environnement.